

## Zimbabwe/Au lendemain des élections générales L'opposition dénonce une répression généralisée

AFP

Harare/Zimbabwe

27 de ses militants arrêtés la semaine dernière devaient passer une nouvelle nuit en prison.

**L'OPPOSITION** zimbabwéenne a accusé hier le pouvoir d'une répression tous azimuts pour empêcher la contestation de la présidentielle du 30 juillet, remportée par le sortant Emmerson Mnangagwa, tandis que 27 militants arrêtés la semaine dernière devaient passer une nouvelle nuit en prison.

M. Mnangagwa, qui avait pris le pouvoir en novembre à la faveur d'un coup de force contre Robert Mugabe dont il est l'ancien bras-droit, a été élu de justesse dès le premier tour avec 50,8% des voix. L'annonce des résultats à ce premier scrutin depuis la chute de M. Mugabe, resté près de quatre décennies au pouvoir, a donné lieu mercredi dernier à des manifestations violemment réprimées par les forces de l'ordre. Au moins six personnes sont mortes.

Le lendemain, la police avait perquisitionné les locaux du Mouvement pour le changement démocratique (MDC, opposition), arrêtant une vingtaine de personnes. L'opposition, qui a déjà annoncé son intention de contester le résultat de l'élection devant la justice, a dénoncé une répression généralisée destinée à faire peur aux gens et donner une fausse impression de normalité, assurant que les arrestations se poursuivent.



Pour Nelson Chamisa (cravate rouge) et son camp, le pouvoir essaie de "paralyser l'opposition pour qu'il n'y ait pas de résistance ou d'action contre les faux résultats."

« Ils essaient de paralyser l'opposition pour qu'il n'y ait pas de résistance ou d'action contre les faux résultats » de la présidentielle, a affirmé hier à l'AFP Nkululeko Sibanda, porte-parole du chef de l'opposition Nelson Chamisa, arrivé en deuxième position avec 44,3% des suffrages.

« Ça devient plus dangereux chaque jour. Nous savons qu'ils recherchent 4 000 personnes. On ne sait pas pour quelle raison. Mais ce que nous savons c'est que c'est de l'intimidation », a-t-il précisé.

**"BON FLIC - MAUVAIS FLIC"** « C'est une situation inquiétante. Ils (policiers) vont dans les maisons (...), emmènent des gens vers des destinations inconnues. Ces gens ne sont pas conduits aux postes de police », a ajouté le porte-parole. Il estime qu'une cinquantaine de militants sont portés disparus. Hier, la justice devait ex-

aminer la mise en liberté provisoire de 27 personnes arrêtées au siège du MDC au lendemain des violences post-électorales.

Le procureur Michel Reza a demandé à ce qu'elles restent en prison. « La mort de six personnes, les voitures brûlées... sont directement liées aux accusés. Les enquêtes ne sont qu'à leur début. Libérer les prévenus n'est pas dans l'intérêt de la justice », a-t-il lancé lors de l'audience. La défense a évoqué des arrestations arbitraires devant la cour, qui a renvoyé sa décision à aujourd'hui.

Sur le plan judiciaire, le MDC devrait annoncer ce mardi également sa stratégie pour obtenir l'invalidation de l'élection. « Contrairement à ce qui se dit, notre but, ce n'est pas de renverser le résultat de l'élection, mais plus simplement de renverser la décision de la commission électorale qui a déclaré Mnangagwa vainqueur », a

ironisé M. Sibanda devant la presse, répétant que M. Chamisa avait "remporté l'élection".

De son côté, le président Mnangagwa, ancien chef de la sécurité nationale sous Mugabe, qui a dirigé la brutale répression (20 000 morts) dans les provinces dissidentes du Matabeland (ouest) et des Midlands (centre) en 1983, poursuit l'opération de séduction qu'il mène depuis son arrivée au pouvoir.

Il assure que son élection marque "un nouveau départ" pour "construire un nouveau Zimbabwe pour tous".

Il a aussi promis une enquête indépendante sur les violences et même dénoncé l'intervention de policiers qui ont retardé vendredi une conférence de presse de l'opposition. Ce genre de comportement "n'a pas de place dans notre société", a-t-il commenté.

La police a, dans un communiqué, dénoncé la cir-

culcation de "fausses nouvelles" sur les réseaux sociaux, appelant les Zimbabwéens à "aller travailler sans entrave".

Pour Charles Laurie, du groupe de réflexion Verisk Maplecroft, « il y a une stratégie du "bon flic-mauvais flic". Pendant que Mnangagwa multiplie les platitudes sur la réconciliation et le respect de la loi, l'appareil sécuritaire qu'il contrôle réprime les opposants ».

« On ne parle pas d'incidents isolés, ou de soldats qui auraient dépassé les bornes. Cela fait partie d'une stratégie », estime-t-il. « Mnangagwa a passé les huit derniers mois à essayer de construire des relations avec les gouvernements et hommes d'affaires occidentaux. Sa priorité est d'asseoir sa victoire et pour le moment le plus grand écueil, c'est la contestation du résultat. Il essaie donc de déstabiliser le MDC ».

### Mali/Présidentielle

## Dix-huit candidats "exigent" le départ du ministre chargé des élections

AFP

Bamako/Mali

Ils appellent en outre à manifester ce mardi.

**DIX-HUIT** des 24 candidats à la présidentielle malienne du 29 juillet ont "exigé" hier "la démission" du ministre chargé des élections et appelé à manifester ce mardi, dénonçant un "hold-up électoral" par le camp du chef d'Etat sortant, Ibrahim Boubacar Keïta, arrivé en tête du premier tour du scrutin.

« Le collectif des candidats à l'élection présidentielle exige la démission

du ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation (Mohamed Ag Erlaf), principal responsable du hold-up électoral », affirme ces 18 opposants dans une déclaration lue hier à Bamako par leur chef de file, Soumaïla Cissé, qui a recueilli le 29 juillet 17,8% des voix, contre 41,42% pour Ibrahim Boubacar Keïta. Les 18 appellent « les populations de Bamako et Kati (près de la capitale) à participer massivement au grand meeting de dénonciation de la fraude et de défense de la démocratie le mardi 7 août à partir de 16H00 » GMT et locale, à Bamako.

Le texte, est signé, outre Soumaïla Cissé, par d'autres candidats au premier tour dont l'homme d'affaires Aliou Boubacar Diallo et l'ancien Premier ministre Cheick Modibo Diarra, respectivement arrivés en troisième et quatrième position.

Le collectif appelle en outre la communauté internationale "pour qu'elle prenne ses responsabilités et qu'elle n'attende pas la fin du processus électoral pour dénoncer les graves dysfonctionnements qui entachent cette élection présidentielle".

Il a notamment dénoncé des "bourrages massifs (d'urnes) dans le nord et le centre du pays", des

"cartes d'électeurs indisponibles dans de nombreux bureaux de vote", des "incohérences flagrantes entre les suffrages exprimés en pourcentage et le nombre de voix attribuées" et des "égarements de procès-verbaux de dépouillement".

Il "exige" un "recomptage contradictoire des voix et la publication des résultats bureau de vote par bureau de vote". Le gouvernement a déjà répondu à cette doléance, affirmant n'avoir "pas du tout l'intention de publier en détail, bureau par bureau", a indiqué une source proche du ministère de l'Administration territoriale.

Les trois candidats arrivés derrière IBK au premier tour ont déjà annoncé dimanche la saisine de la Cour constitutionnelle du pays, faisant part d'"irrégularités" lors du scrutin du 29 juillet ("L'Union" d'hier).

La Cour constitutionnelle, composée de neuf juges, doit proclamer officiellement demain les résultats du premier tour pour que démarre la campagne du second tour qui se tient le 12 août et pour lequel Ibrahim Boubacar Keïta est donné grand favori, face à Soumaïla Cissé qu'il a déjà battu au deuxième tour, en 2013.

### L'Afrique en bref

• **Cameroun/Conflit.** Cinq membres des forces de l'ordre tués en zone anglophone

Au moins cinq membres des forces de sécurité du Cameroun, quatre gendarmes et un policier, ont été tués dimanche dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

• **Ethiopie/Troubles.** Des civils tués dans l'est

Des émeutes et des affrontements le week-end écoulé dans la région Somali, dans l'est de l'Ethiopie, ont fait un nombre indéterminé de victimes civiles et ont contraint des milliers de personnes à fuir leur foyer, a dénoncé hier le patriarche de l'Eglise orthodoxe éthiopienne.

• **RDCongo/Politique.** Les pro-Katumbi manifestent à Lubumbashi

Des partisans de l'opposant Moïse Katumbi ont manifesté hier à Lubumbashi pour demander son retour en République démocratique du Congo, où le président Joseph Kabila reste muet à deux jours de la date-butoir du dépôt des candidatures à l'élection présidentielle.

### A travers le monde

• **Indonésie/Séisme.** Près de 100 morts sur l'île de Lombok



Les équipes de secours indonésiennes ont évacué hier plus de 2 000 touristes de petites îles touristiques proches de celle de Lombok, où des sauveteurs étaient à la recherche de survivants au lendemain d'un puissant séisme qui a tué au moins 98 Indonésiens.

• **Irak/Justice.** Perpétuité pour un Français et une Allemande membres de l'EI

Un Français et une Allemande, ont été condamnés hier à la perpétuité en Irak, une peine équivalant à 20 ans de prison régulièrement infligée aux Occidentaux ayant rejoint le groupe Etat islamique (EI) qui avait plongé en 2014 le pays dans le chaos.

• **Venezuela/Politique.** Maduro prépare sa riposte

Le président du Venezuela Nicolas Maduro, soutenu par l'armée, se prépare à répliquer avec une poigne de fer à l'attentat dont il dit avoir été la cible, et l'opposition redoute une nouvelle vague de répression.